





# QATAR

Les secrets du coffre-fort

DES MÊMES AUTEURS :

Christian Chesnot

*La Bataille de l'eau au Proche-Orient*, Éd. de L'Harmattan, 1993.

*Palestiniens 1948-1998 : Génération fedayin, de la lutte armée à l'autonomie*, avec Joséphine Lama, Éd. Autrement, 1998.

*Orient-Occident, le choc ?* avec Antoine Sfeir, Éd. Calmann-Lévy, 2009.

Georges Malbrunot

*Des pierres aux fusils, les secrets de l'Intifada*, Éd. Flammarion, 2002.

*Les Révolutionnaires ne meurent jamais*, entretien avec Georges Habache, Éd. Fayard, 2008.

*L'Irak, un pays sans État*, Éd. du Cygne, 2009.

*Dans l'ombre de Ben Laden, les mémoires de son garde du corps*, avec Nasser al-Bahri, Éd. Michel Lafon, 2010.

Christian Chesnot et Georges Malbrunot

*L'Irak de Saddam Hussein, portrait total*, Éd. First, 2003.

*Les Années Saddam, révélations de son traducteur*, avec Saman Abdel Majid, Éd. Fayard, 2003.

*Mémoires d'otages*, Éd. Calmann-Lévy, 2005.

Christian CHESNOT  
*et*  
Georges MALBRUNOT

# QATAR

Les secrets du coffre-fort

Michel  
LAFON

*Tous droits de traduction, d'adaptation  
et de reproduction réservés pour tous pays.*

© Éditions Michel Lafon, 2013  
11-13, boulevard Paul-Émile-Victor – Île de la Jatte  
92521 Neuilly-sur-Seine Cedex

[www.michel-lafon.com](http://www.michel-lafon.com)

*Si ta maison est en verre,  
ne lance pas de pierres !*

Proverbe arabe





## – INTRODUCTION –

Il y a quelques années, un intellectuel arabe, attaché aux droits de l'homme et volontiers critique à l'égard du Qatar, est interpellé par un responsable de l'émirat, avant d'être interrogé sur la chaîne de télévision Al-Jazeera à Doha.

– Vous savez, lui déclare le responsable qatarien, un intellectuel comme vous doit avoir les moyens de se déplacer, il doit avoir une vie décente...

L'universitaire se demande où il veut en venir.

– Tenez, ajoute son interlocuteur, prenez cette carte Visa, et si vous la perdez, vous appellerez ce numéro.

Le vieux militant des droits de l'homme a refusé.

Le Qatar achète-t-il la France, comme l'assure la presse, ou plutôt les âmes et les consciences ? Depuis que les Français ont découvert la boulimie d'investissements de l'émirat dans notre pays, les reportages se multiplient sur ce minuscule et richissime pays du golfe Persique, coincé entre l'Arabie Saoudite et l'Iran.

## *Qatar, les secrets du coffre-fort*

Dans leur sillage, les interrogations, mais aussi les fantasmes, se sont répandus. Le Qatar cherche-t-il à islamiser nos banlieues ? Veut-il prendre le contrôle de sociétés stratégiques en entrant dans leur capital ? Ses liaisons dangereuses avec les islamistes aux quatre coins du monde arabe sont-elles un péril pour ses partenaires occidentaux ?

Depuis un an, nous avons enquêté sur les ambitions du Qatar, et de ses dirigeants regroupés au sein d'une turbulente famille, les al-Thani. Nous avons rencontré des capitaines d'industrie française, la plupart des anciens ambassadeurs de France à Doha, mais aussi des militaires, des diplomates russes, israéliens et arabes en Égypte, en Syrie, à Londres, et bien sûr des Qatariens à Doha, où nous nous rendons régulièrement depuis une dizaine d'années. C'est d'ailleurs au cours de l'un de ces reportages que nous avons découvert le rôle d'Al-Jazeera dans notre libération fin 2004, après quatre mois de captivité en Irak.

Sans démagogie, ni complaisance, nous avons cherché à dessiner un tableau réaliste de ce « confetti qui s' imagine être un empire », selon ses détracteurs. Nous avons voulu comprendre les ressorts de cette ambition, qui coûte aujourd'hui à Doha de solides inimitiés un peu partout dans le monde arabe. Comme si la grenouille de la fable s'était prise pour le bœuf.

## LES PERSONNAGES CLÉS DU DIWAN ROYAL<sup>1</sup>

– Khalifa bin Hamad al-Thani<sup>2</sup> : émir du Qatar de 1972 à 1995. Déposé par son fils Hamad, l'actuel émir.

– L'émir Hamad bin Khalifa al-Thani : né en 1952, septième émir du Qatar. Au pouvoir depuis le 27 juin 1995.

– Cheikha Moza bint Nasser al-Misnad : née en 1959, deuxième épouse et favorite de l'émir. Dirige la puissante Qatar Foundation.

– Hamad Bin Jassem al-Thani, dit HBJ : né en 1959, ministre des Affaires étrangères depuis 1992 et Premier ministre depuis 2007.

– Tamim : né en 1980, prince héritier depuis 2003. Deuxième fils de l'émir et de sa seconde épouse Cheikha Moza.

– Jassem : né en 1978, prince héritier de 1996 à 2003. Il préside l'académie sportive ASPIRE.

---

1. Bureau de l'émir au palais.

2. Dans les noms cités, « bin » (féminin « bint ») signifie « fils de », tandis que le préfixe « al- » renvoie à la tribu.

*Qatar, les secrets du coffre-fort*

- Mishaal : né en 1972, fils aîné de l'émir. Il préside la Fédération arabe d'équitation.
- Mohammed : né en 1988, sixième fils de l'émir et de Cheikha Moza. Président de la candidature du Qatar à la Coupe du monde de football de 2022.
- Mayassa : née en 1983, elle préside la Qatar Museum Authority et le Doha Film Institute.
- Hind : née en 1984, elle est la directrice de cabinet de son père, l'émir al-Thani.

## HAMAD AL-THANI : LE COUP D'ÉTAT DE LA MODERNITÉ

Lorsque, ce lundi 26 juin 1995, le téléphone sonne dans le bureau de Henri Deniaud, l'ambassadeur de France au Qatar reste coi. « Venez rapidement au diwan, nous avons un important message à vous transmettre », lui intime son interlocuteur.

Quelques heures plus tard, le représentant de la France se retrouve aux côtés de ses homologues américain et britannique pour un entretien séparé avec le ministre des Affaires étrangères, Hamad Bin Jassem.

– Je vous annonce que le fils de l'émir, le prince héritier, Hamad al-Thani, va prendre le pouvoir demain. Les choses devraient bien se dérouler. Informez-en vos autorités, recommande le cousin du futur leader du Qatar.

À son retour à l'ambassade, Henri Deniaud rédige un télégramme pour avertir Paris du coup d'État : le pouvoir va passer de Cheikh Khalifa à son très ambitieux fils, Cheikh Hamad, âgé de quarante-trois ans.

À des milliers de kilomètres de là, l'émir en place, Cheikh Khalifa, soixante-neuf ans, ne se doute de rien. Après une visite officielle au Maghreb, il est allé faire des examens médicaux de routine à Zurich, avant de s'offrir quelques jours de villégiature à l'hôtel du Rhône à Genève, entouré de sa cohorte d'agents de sécurité dirigée par les hommes du capitaine Paul Barril, l'ancien patron du GIGN, reconverti dans de juteuses affaires. L'émir musarde dans sa suite, lorsque la nouvelle du coup d'État parvient à son entourage.

– C'était la panique, se souvient Patrice, son barbier français. Personne n'osait aller lui dire qu'il venait d'être renversé par son fils, on connaissait son impulsivité, on avait peur qu'il se rebiffe.

Finalement, c'est Paul Barril qui s'en charge. Khalifa est furieux d'être écarté de la sorte. Songez donc : vingt-trois ans plus tôt, il avait lui-même conquis le pouvoir par la force en renversant son oncle, Cheikh Ahmed.

Le choc passé, Khalifa appelle à la rescousse ses amis rois, princes et présidents de la République : l'Égyptien Hosni Moubarak, Hussein de Jordanie et bien sûr ses voisins et protecteurs saoudiens. Le 31 décembre 1995, au milieu de sept cents princes, il assiste à l'intronisation d'Abdallah comme héritier d'un trône saoudien occupé par le roi Fahd, monarque très affaibli par la maladie. Il compte sur l'appui des uns et des autres. « En vain, la réponse à chaque fois est négative », se souvient un membre de la délégation de l'ex-émir.

Il faut dire que le fils avait très bien préparé son coup. Ses voisins des Émirats arabes unis avaient déjà été mis dans la confiance, et même ses « ennemis » israéliens.

## *Hamad al-Thani : le coup d'État de la modernité*

Hamad Bin Jassem, le ministre des Affaires étrangères, les avait approchés via un Libanais très bien introduit auprès du lobby juif américain. Ce dernier réussit à convaincre la Maison-Blanche d'approuver le putsch à Doha, mais Bill Clinton posa une condition : que le nouvel émir reconnaisse Israël. Ce qui sera fait avec l'ouverture, quelques mois plus tard, d'un bureau d'intérêt commercial de l'État hébreu à Doha. Mais que va faire le grand frère saoudien qui n'apprécie guère Hamad ? Rien ! Le Président Bill Clinton a fait pression sur le roi, et dès le jour du coup d'État, dans la foulée de Washington, l'Arabie Saoudite reconnaît le nouvel émir du Qatar. Pourtant, c'est son demi-frère, Abdelaziz, que Riyad soutenait pour la succession de Khalifa<sup>1</sup>.

À l'Élysée, en revanche, on tergiverse. La France entretient d'excellentes relations avec Cheikh Khalifa. D'autre part, un accord de défense signé un an plus tôt nous lie au Qatar. La prudence est de règle. Depuis le 27 avril, Paris était pourtant au courant de ce qui se tramait à Doha. Ce jour-là en effet, Hamad Bin Jassem, le chef de la diplomatie qatarienne, avait rencontré à Paris un haut fonctionnaire du Quai d'Orsay pour lui annoncer qu'« avec le prince héritier Hamad, nous allons déboulonner l'émir ». Le diplomate avait été un peu surpris par ce message, plutôt insolite.

---

1. Entretien avec un capitaine d'industrie français qui connaît bien la famille al-Thani, Paris, le 5 janvier 2012.

– Nous avons informé les Américains, mais pas les Britanniques, précisait Hamad Bin Jassem, qui ajoutait : Nous aimerions que juste après le coup d’État, la France fasse une déclaration mettant en garde contre toute intervention extérieure<sup>1</sup>.

Les nouvelles autorités qatariennes redoutaient une attaque saoudienne qui remettrait sur le trône leur protégé Khalifa.

Finalement, le jour du putsch, Paris croit s’en tirer par une pirouette. La France « condamne toute atteinte à la souveraineté du Qatar », histoire de se prémunir contre un appel de l’émir père pour que ses amis saoudiens interviennent à Doha. Puis, le lendemain mercredi 28 juin au soir, l’ambassadeur Deniaud reçoit tout de même un câble de félicitations de Paris, qu’il remet en main propre le jeudi à Hamad al-Thani, entouré pour la circonstance de son nouveau Premier ministre, Cheikh Abdallah (son demi-frère) et de Hamad Bin Jassem, qui va rester ministre des Affaires étrangères. Mais il faudra attendre quarante-huit heures pour que la France reconnaisse par une déclaration officielle les nouveaux maîtres du Qatar. L’émir et ses amis s’en souviendront<sup>2</sup>, d’autant qu’Américains et Britanniques, eux, se sont empressés d’adouber Hamad !

Pendant ce temps, la télévision officielle diffuse des images des principaux responsables tribaux du pays,

---

1. Entretien avec un diplomate en charge du Moyen-Orient à l’époque, Paris, le 19 décembre 2011.

2. – Ils me l’ont répété cinquante fois durant les années qui ont suivi, se souvient un homme d’affaires : « Vous les Français qui avez été si rapides pour nous reconnaître... »



reçus au palais de l'émir. Le bon peuple se dit qu'il s'agit d'une preuve d'allégeance au nouvel homme fort de Doha. En fait, la cérémonie avait eu lieu la veille du putsch ! On raconte que c'est sa seconde épouse, Cheikha Moza, qui a soufflé cette idée à son mari...

À Genève, l'émir déchu décide de gagner sa résidence Al-Rayyan, près de Cannes. Mais en France, l'accueil est désormais beaucoup moins chaleureux. Lorsque son avion a décollé pour Nice, déjà, les autorités ont tenu à s'assurer qu'aucune arme n'était cachée à bord. Et à l'atterrissage en France, l'Airbus A-340 est carrément passé au peigne fin, mais les policiers ne trouvent qu'un vieux fusil de chasse que le coiffeur français de l'émir a acheté au souk d'Oman.

Khalifa n'a plus que ses yeux pour pleurer... et une très confortable fortune, évaluée à 4,5 milliards de dollars de l'époque. Mais, en Bédouin madré qu'il est resté, le cheikh, qui se doutait que sa succession pouvait tourner au vinaigre, est parti, cet été-là, avec du cash, beaucoup d'argent liquide. Il a surtout mis à son nom l'essentiel des avoirs du Qatar, pour les placer dans des paradis fiscaux ou des investissements immobiliers. Sans compter son avion personnel, un Airbus A-340 flambant neuf, spécialement aménagé... qu'il refuse maintenant de rendre à son fils. Devant le ballet de financiers qui accourent du monde entier, son entourage réalise alors la colossale fortune que Khalifa a amassée : un immense

appartement juste en face de Buckingham Palace à Londres – l'un des plus grands de la capitale britannique –, une gigantesque propriété à Mougins près de Cannes, ainsi que de nombreux immeubles sur toute la planète. Une fois l'inventaire dressé, pas question de céder un pouce à son traître de fils. Tandis qu'Interpol traque tout transfert de fonds suspect en provenance des comptes bancaires de l'ex-émir, de délicates négociations commencent avec son successeur.

À Doha, ce dernier règne en maître, aucun trouble n'est venu perturber le coup d'État, mais les caisses de l'émirat sont vides. Or le nouvel homme fort du pays a un besoin urgent de liquidités pour financer ses projets de développement, et aussi pour payer les fonctionnaires, faute de quoi son aura risque de rapidement s'étioler.

– L'État était exsangue, raconte un membre de la famille régnante. On a dû faire appel aux sociétés publiques comme QTel, la compagnie de téléphone, pour payer les fonctionnaires. Et c'est incroyable qu'on ait pu obtenir le financement du premier projet de développement gazier North-Domb. Les 300 millions de dollars de crédit ont été apportés par la First Boston Bank, alors que l'État était en quasi-faillite<sup>1</sup>.

Pas de chance pour le nouvel émir : Shell, à peine débarqué au Qatar, met fin à ses investissements dans le gaz.

– Ce fut comme un coup de poignard dans le dos, se souvient Mohamed Kuwari, ambassadeur du Qatar

---

1. Sollicitées, plusieurs banques françaises avaient refusé d'aider le Qatar.

en France, directeur Europe au ministère des Affaires étrangères à l'époque. Shell ne croyait plus aux potentialités du Qatar, à un moment où les cours du gaz et du pétrole étaient très bas.

Pourtant, le groupe français Total accepte de remplacer la major américaine. Mieux, il procède à une avance de trésorerie de plusieurs millions de dollars. Et quelques années plus tard, au début des années 2000, lorsqu'une nouvelle fois les cours fléchiront, Total renflouera – avec d'autres cette fois – les caisses de l'émirat. Depuis, le Qatar est particulièrement reconnaissant envers la multinationale française, et surtout envers son P-DG, Christophe de Margerie, patron de la division Moyen-Orient à l'époque de ce très important coup de main...

Pas mécontent des déboires qui affectent son fils, l'ex-émir, dès le coup d'État, rumine sa vengeance depuis son exil doré, partagé entre l'Intercontinental d'Abu Dhabi et ses palaces londonien et cannois. Cette revanche se concrétise huit mois plus tard, la nuit du 13 au 14 février 1996. Khalifa est aidé par son neveu Hamad, l'ancien chef de la police, qui va recruter des mercenaires druzes proches du capitaine Barril, et des hommes de la tribu al-Marri, dispersée de part et d'autre de la frontière entre le Qatar et l'Arabie Saoudite. Tout ce beau monde doit quitter Dubai à bord d'un bateau pour accoster au port de Doha, où ils seront rejoints par des Saoudiens, qui devraient avoir restauré l'ordre, en faveur du vieil émir, bien sûr.

Manque de chance, l'équipée ne parvient qu'à pénétrer de quelques centaines de mètres dans le désert. Quelques jours auparavant, un comploteur issu de la tribu al-Marri avait finalement préféré vendre la mèche à l'émir en place plutôt que de risquer sa tête. Le contre-coup d'État échoue lamentablement, presque sans qu'aucun coup de feu ne soit tiré. Hamad, le neveu de Khalifa, est exilé en Syrie, avant de tomber dans un guet-apens à Beyrouth, où il est kidnappé puis emmené à Doha, jugé puis condamné à mort. Sa peine sera levée en 2001, et en 2003, il sera relâché.

Les conspirateurs n'avaient pourtant pas lésiné sur les pressions psychologiques.

– Un jour, se souvient l'ambassadeur Deniaud, on m'appelle de Paris à 6 h 30 du matin, en me demandant de rassembler tous les Français à l'aéroport pour les protéger, car « nous allons renverser l'émir », me dit mon correspondant<sup>1</sup>.

En fait, le chef des rebelles, auquel l'ambassadeur rendra visite plus tard en prison, n'était qu'un pauvre bougre sans envergure.

Conforté au pouvoir, l'émir Hamad en profite pour faire le ménage. Les conseillers égyptiens du père, restés dans les forces armées, sont expulsés. Quant à la tribu al-Marri, elle est scindée en trois. Ceux qui ont participé au putsch sont mis en prison ou assignés à résidence. D'autres s'exilent en Arabie Saoudite. Et d'autres enfin

---

1. Henri Deniaud demanda aux autorités locales de localiser l'appel, mais celles-ci furent incapables d'en trouver l'origine.

peuvent rester au Qatar<sup>1</sup>. Mais le différend sur les al-Marri toujours assignés à résidence ne sera soldé qu'en 2010. Ils n'ont pu recouvrer la liberté – mais en Arabie – qu'au prix de la démission du ministre des Biens religieux, un al-Marri.

Le déroulement de ce contre-coup d'État ressemble à une partie de poker menteur. Au cours de la nuit où les insurgés avançaient dans le désert, le ministre des Affaires étrangères avait appelé au secours l'ambassadeur de France à Doha. Mais Henri Deniaud n'avait pas bougé, prétextant une « affaire intérieure ». « Un ambassadeur ne se rend pas en audience en pyjama », aurait répondu M. Deniaud.

Britanniques et Américains, eux, accourent auprès de l'émir, qu'il convient de rassurer.

Déjà plombée par l'attentisme de Paris pour reconnaître huit mois plus tôt le nouvel émir, la relation franco-qatarienne subit un nouveau coup de froid. Mais très vite, les autorités françaises cherchent à limiter les dégâts. Onze jours après, Jacques Chirac envoie le diplomate Denis Bauchard, accompagné du chef d'état-major des armées, le général François-Xavier Rénault, auprès de l'émir à qui un message est remis. Objectif : rassurer Hamad. Les Français notent une certaine nervosité chez leurs hôtes. L'émir leur reproche le rôle du capitaine Barril dans la tentative de contre-coup d'État dont il a

---

1. Ce fut pendant longtemps le seul sujet interne au Qatar qu'Al-Jazeera traita en montrant les comploteurs.

été l'objet<sup>1</sup>. Puis, il demande que la France envoie trois cents militaires sur le sol qatarien. MM. Bauchard et Régnauld restent extrêmement prudents, se contentant de proposer que les deux bâtiments de la Marine nationale mouillant dans le golfe Persique se rapprochent du Qatar... Manifestement, la proposition française n'a pas satisfait Cheikh Hamad. Le 8 juillet suivant, lorsque Jacques Chirac se rend à son tour en visite à Doha, l'émir en remet une couche, redemandant à la France d'envoyer des soldats de manière permanente dans l'émirat. « Nous n'avons pas très bien compris pourquoi vous ne nous avez pas donné un coup de main en février », insiste l'émir. Jacques Chirac évoque un « malentendu ». « Nous avons sous-estimé la menace », ajoute le président qui esquive la demande de son hôte en lui promettant d'envoyer des « militaires dans le cadre d'une rotation ». Bref, le « malentendu » persiste. Deux ans plus tard, lorsque Jacques Chirac enverra Bertrand Besancenot le représenter à Doha, il assignera à l'ambassadeur une mission précise : « Réparer la connerie de 1996 », et renouer une relation forte avec Doha<sup>2</sup>. L'ambassadeur s'en acquittera fort bien, devenant un ami personnel de l'émir et de Cheikha Moza<sup>3</sup>.

---

1. Barril et ses hommes ont toujours nié avoir été impliqués dans cette reconquête du pouvoir. Les dirigeants qatariens soupçonnent l'ancien patron du GIGN d'avoir joué en fait un double jeu en livrant des informations au nouvel émir au cours des mois qui ont suivi le renversement de son père.

2. Entretien de l'un des auteurs avec Bertrand Besancenot, Paris, novembre 2006.

3. En 1998, la France livra gratuitement dix chars AMX au Qatar.

La brouille sera complètement apurée lorsque la France soutiendra le Qatar devant la Cour internationale de justice (CIJ), qui trancha en 2001 un différend territorial avec son voisin, le royaume de Bahreïn, à propos d'îles que les deux États se disputaient. Le forcing de Paris a dû être puissant pour faire changer d'avis la plupart des juges qui, dans un premier temps, avaient rendu un avis défavorable au Qatar. Le président de la République Jacques Chirac, qui s'était personnellement engagé auprès de la CIJ, en sera remercié un an plus tard lorsque Doha passera commande de cinq Airbus pour un montant de 440 millions d'euros<sup>1</sup>.

Voilà donc l'ex-émir lâché de toutes parts. Mais retors comme peut l'être un Bédouin blessé et humilié, Khalifa fait traîner les négociations sur le retour de son argent au Qatar. Son frère Khaled, ancien ministre de l'Intérieur et personnage respecté dans la famille al-Thani, aura beau jouer les médiateurs, il faudra attendre neuf longues années pour qu'un accord financier puisse déboucher sur une réconciliation en bonne et due forme entre le père et le fils. Finalement, en octobre 2004, Khalifa est autorisé par l'émir à rentrer au pays pour assister aux funérailles de Moza, sa première épouse, ce qui rassura définitivement les Qatariens sur la stabilité du régime.

---

1. Entretien avec Jean-Paul Soulié, le « père » de la relation franco-qatarienne dans les affaires, Paris, le 16 janvier 2013.

Aux termes du compromis qui a abouti à la réconciliation des deux émirats, le père restitua à son fils plus de 75 % de sa fortune. Il lui remit l'Airbus A-340, mais conserva le Boeing 727, qu'il possédait de longue date. Âgé aujourd'hui de quatre-vingt-six ans, Cheikh Khalifa passe le plus clair de son temps à Zurich, où il a été rejoint par Jassem, son plus jeune fils, et par des anciens de son entourage.

Qui était ce père un peu vieux jeu ?

– Un vrai Bédouin un tantinet psychorigide, se rappelle un de ses proches, qui l'a suivi en exil. Il pouvait tout jeter par terre dans sa suite. Il faisait des caprices mémorables. Une fois, nos chambres n'étaient pas au même étage que sa suite. On a dû changer d'hôtel.

Une autre fois, il exigea une rencontre avec le président de la République, François Mitterrand, juste pour le plaisir d'être pris en photo en sortant de l'Élysée.

– Quand je lui ai présenté mes lettres de créance, se souvient Henri Deniaud, au lieu de m'entretenir des affaires du monde, il commença par me parler d'une villa qu'il voulait revendre dans le sud de la France, mais il lui fallait pour cela un permis de construire, car elle avait été bâtie sans le moindre document !

Quand il résidait dans sa villa de Mougins, où de nombreux hommes politiques français ont défilé, ses journées étaient réglées comme du papier à musique. Il descendait sur la Croisette le matin vers 10 heures, pour prendre son capuccino. Puis il faisait les bijouteries. On lui présentait les collections. Il achetait à tout va. Ensuite, retour à sa résidence de Mougins, où il se retirait avec « Mademoiselle » : ainsi nommait-on les jeunes



amies tarifées qu'on lui envoyait en fin de matinée. Il avait parmi elles une favorite, marocaine, qu'on appelait « Madame ». Il était encore très vert. Un médecin lui faisait régulièrement des piqûres pour qu'il soit en forme. Un hélicoptère était loué en permanence pour un éventuel transfert à l'hôpital. La femme officielle de Cheikh Khalifa, elle, vivait à Londres<sup>1</sup>.

Impossible de manquer la résidence de l'émir Khalifa quand on survole Cannes et ses environs : c'est l'une des plus vastes, sur la route de Vallauris, avec une piscine olympique, autour de laquelle le vieil homme devait marcher, comme le lui avait prescrit son médecin. Pour cela, il avait fait construire un chemin en marbre. La pose des dalles sur la pelouse autour du bassin avait coûté 400 000 francs de l'époque. Une petite fortune. L'ex-émir ne marchandait jamais. C'était une autre habitude chez lui, et elle faisait le bonheur de son entourage. Il réglait ses notes, généralement, en billets de 500 francs, et après une course, ses aides de camp étaient priés de garder la monnaie. Ils étaient une cinquantaine à subvenir à ses besoins, des Indiens, des Pakistanais, quelques Français, une armée de domestiques venus d'une quinzaine de pays.

\*  
\*\*

Khalifa n'aimait pas que d'autres brillent autour de lui. Or dès les années 1980, le prince héritier ne cachait

---

1. Entretien avec un ancien salarié de Paul Barril, Paris, le 6 juillet 2012.

guère son impatience. Hamad commençait à s'opposer au gouvernement nommé par son père, et finalement, en 1989, il renvoya le cabinet de l'émir pour former le sien. Entre le père et le fils, le torchon brûlait. Le père n'allait plus au diwan, préférant gérer les affaires de chez lui. Quant au fils, il n'hésita pas à se faire construire un palais à Al-Wajbah, celui qu'il occupe aujourd'hui, engloutissant quelque 1,6 milliard de rials (380 millions d'euros environ), ce qui représentait tout de même l'équivalent de 20 % du budget de l'émirat à l'époque. Vert de colère, l'émir fit stopper les travaux.

Mais au-delà, la vraie dispute portait sur l'avenir du Qatar, en particulier sur le sort de ses énormes réserves de gaz, que Doha partage avec l'Iran dans les eaux du golfe Persique. L'héritier plaidait pour le recours aux compagnies américaines et à la technologie du gaz naturel liquéfié (GNL), qui permettrait au Qatar d'exporter son trésor dans le monde entier et de devancer ainsi l'Iran sur ce juteux marché. « Il faut aller vite pour exploiter le site avant les Iraniens », ne cessait de répéter Hamad.

Conservateur, le père épousait, lui, la mentalité wahhabite traditionnelle de ses lointains cousins saoudiens, de l'autre côté de la frontière dans le désert. Il était résolument contre l'intervention des sociétés américaines.

– C'était un vieux monsieur pour qui les étrangers allaient coloniser son pays. Il trouvait que le Qatar allait très bien comme ça, se souvient un ancien collaborateur.

En poste à Doha, un diplomate français se rappelle le commentaire de Cheikh Khalifa juste après la chute de son « frère » le shah d'Iran en 1979 à Téhéran :

*Hamad al-Thani : le coup d'État de la modernité*

– J’accompagnais mon ambassadeur qui lui rendait visite. Pour une fois, l’émir paraissait en grande forme, alors que c’était quelqu’un qui ne parlait guère. On l’appelait « le notaire de province ». Mais là, il avait envie de discuter, il était en verve. Il a commencé par nous dire : « Vous savez, c’est très triste, ce qui arrive à mon frère le shah d’Iran, mais je l’avais prévenu, je lui avais dit de faire attention, de ne pas casser les structures sociales de son pays, sinon il ne contrôlerait plus rien. » Et il a ajouté, à l’adresse de l’ambassadeur : « Vous savez, les jeunes chez moi, ils sont comme mes fils, ils me demandent : “Mais pourquoi est-ce qu’à Dubai, il y a des autoroutes, des hôtels, et pourquoi chez nous, les rues sont en sable alors qu’on est aussi riches qu’eux ?” Je leur réponds que je veux que les Qatariens aient les pieds dans le sable pour qu’ils sachent d’où ils viennent, parce que, ensuite, ils feront toutes les bêtises de la Terre. »

Un tel credo ne pouvait qu’irriter l’émir Hamad, dont le génie a précisément été de ne pas avoir gardé le gaz enfoui dans les entrailles du Qatar, pour devenir le premier exportateur de GNL au monde.



## LE TRIO MAGIQUE DU QATAR

Sitôt le pouvoir arraché à son père, l'émir Hamad affiche deux objectifs, dont il ne déviara pas : donner une identité et une visibilité internationale au Qatar. Chez lui, tout part d'une vieille frustration. Jeune étudiant à l'académie militaire royale de Sandhurst en Grande-Bretagne, Hamad était exaspéré de voir, à chaque présentation de son passeport aux douanes des aéroports européens, les policiers lui demander : « C'est où, le Qatar ? »

Quelques mois après son arrivée au pouvoir, le lancement de la chaîne panarabe d'information continue Al-Jazeera lui permet d'installer son minuscule pays sur la carte du monde. Et quelques années plus tard, en 2003, l'accueil d'une base américaine sur le territoire de l'émirat<sup>1</sup> lui garantira que le monde n'assisterait pas impuissant à l'entrée de chars saoudiens au Qatar. À la

---

1. En 2003, les États-Unis ont transféré leur base militaire, devenue indésirable en Arabie Saoudite, à Al-Oudeid, au sud-ouest de Doha.

suite d'accrochages meurtriers entre soldats des deux pays en 1993, des militaires saoudiens avaient pénétré au Qatar, et coupé pendant quelques jours la liaison entre l'émirat et Abu Dhabi. Aussi, après l'invasion du minuscule Koweït par son voisin irakien, l'émir a voulu à tout prix éviter pareille mésaventure.

Le voici au pouvoir avec la ferme intention de mettre un terme à l'immobilisme de son père, et de tirer profit des immenses ressources naturelles de son pays. Il lance immédiatement un vaste programme de développement des infrastructures gazières, qui lui offrira une indépendance financière. Ainsi peut-il investir pour les prochaines générations et éviter de revivre les difficultés financières de la fin des années 1990, quand le pétrole était à son plus bas niveau. Al-Jazeera et la base américaine lui permettent d'exister, sans trop de craintes, face à l'Arabie Saoudite et l'Iran, avant de jouer un rôle incontournable dans les conflits régionaux et les révoltes arabes qui surviendront plus tard.

Ce visionnaire anticonformiste entend faire de son petit pays un acteur connu et reconnu sur la scène internationale. Il sera aidé par deux êtres d'exception dans le monde arabe, sa deuxième épouse, la très ambitieuse Cheikha Moza, et son cousin, Hamad Bin Jassem, dont l'audace ne connaît pas de limites. Si le minuscule émirat du Qatar est devenu le pays le plus riche au monde par tête d'habitant, c'est grâce à ce trio magique, unique dans le monde arabe. Dotés d'un sens inné de l'opportunité, ils vont chercher à marier islam et modernité, tradition bédouine et gigantisme économique.